

LA VÉRITÉ



Premier journal paru dans la clandestinité (N° 1 août 1940)
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
(Section française de la IV^e Internationale)

Bulletin intérieur
Prix : 4 francs

" La crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire "
(LÉON TROTSKY)
A l'œuvre pour construire un grand
Parti Communiste Internationaliste

Gouvernement P.C.F.-P.S.-C.G.T. sans de Gaulle, sans M.R.P., sans Radicaux !

C'est AU PIED DU MUR qu'on juge le maçon

par P. FAVRE

Un document historique

Je dois rendre grâce à nos grands confrères (grands par le tirage et par les moyens matériels) : « Le Populaire » et « L'Humanité ». L'un après l'autre, dans la course aux portefeuilles, ils renoncèrent à baptiser leurs capitulations « MANŒUVRE » ou « TACTIQUE », ce qui simplifie sérieusement ma tâche. Il y a cinq ou six mois il était assez difficile de faire partager aux travailleurs notre conviction que les chefs socialistes et communistes français étaient de sincères défenseurs de l'état bourgeois, et qu'ils n'aspiraient à rien d'autre qu'à régner sous la houlette du général des trusts; plus encore, que leur programme était de la poudre aux yeux destinée à assurer la fidélité d'une large clientèle ouvrière.

Or, il y a 15 jours, Blum expliquait en style noble que le programme gouvernemental du parti socialiste, c'était...celui que voudrait bien établir le général de Gaulle.

Cette semaine (25 octobre), l'Humanité publie un document historique que nous reproduisons intégralement.

LE PARTI COMMUNISTE A TOUJOURS PRIS SES RESPONSABILITÉS.

Pour « L'Aurore », un accord entre les « Trois Grands » serait possible... à condition, (...si les communistes participent au gouvernement — lar-

gement, comme il convient —) qu'ils ne créent pas en même temps des difficultés intérieures — ce à quoi la situation économique pourrait sans doute se prêter; qu'ils prennent vis-à-vis de leurs troupes ce sens des responsabilités dont Léon Blum, en 1936, avait donné l'exemple.

Tout homme de bonne foi répondra à « L'Aurore » que si un parti a clairement pris ses responsabilités en 1936, c'est bien le Parti communiste.

Le 11 juin 1936, par exemple, Maurice Thorez déclarait à Paris :

Il faut savoir terminer une grève dès l'instant où les revendications essentielles ont été obtenues.

« L'Aurore » ose prétendre que le Parti communiste a exercé un chantage aux grèves pour obtenir une modification de la politique de « non-intervention » en Espagne! Ce journal amnésique oublie simplement que les grèves ont eu lieu au mois de juin et que la « non-intervention » n'a été proclamée qu'au mois d'août suivant.

Ainsi, en 1936, le Parti communiste, par la voix de son secrétaire général, a su prendre pleinement ses responsabilités.

Pourrait-on en dire autant du Parti socialiste, dans lequel Marceau Pivert et consorts poussaient aux grèves?

« L'Aurore » avait beau se trouver, hier matin, pour calomnier les communistes, en compagnie du « Figaro », qui lui aussi agite le spectre de la grève, ses contre-vérités n'en deviennent pas plus respectables.

Vers la sincérité ?

A moins d'admettre que cet article a été glissé dans les colonnes de l'« Humanité » par la D.G.E.R. (comme les bulletins de vote du P. C. I. dans les urnes des quartiers ouvriers!) nous sommes obligés de saluer en lui un pas décisif des dirigeants stalinien vers la clarté et la sincérité.

1) Les chefs du P. C. F., quand la bourgeoisie leur demande de montrer patte blanche avant de leur faire asseoir au banquet ministériel, présentent leur certificat de bons et loyaux services: « Faites-nous confiance, disent-ils aux banquiers et aux hommes des trusts. Nous avons fait nos preuves. NOUS AVONS BRISE L'ELAN POPULAIRE DE JUIN 36. Nous avons su conjurer la Révolution. Hier encore nous bri-

sions la lutte revendicative des mineurs de Lens. Blum, lui, il ne sait pas parler aux ouvriers. En 36 il leur disait: « faites confiance aux camarades ministres, faites la Pause », eh bien, ça ne prenait pas. Mais quand Thorez, qui sait les mots qu'il faut dire, leur a déclaré: « Il faut SAVOIR terminer une grève », ça n'a pas traîné. Et puis, chez nous, pas de rouspétance. Les opposants, il n'y en a pas. Et s'il y en a, c'est la même chose. Tandis que chez Blum, il y a des Pivert et consorts qui parlent de temps en temps de « socialisme ». Blum a prétendu au procès de Riom, qu'il était le seul homme capable de sauver le capitalisme en juin 36? Vantardise! Il n'avait rien pu sans Thorez!

A chacun son sens des responsabilités

2) Les chefs du P. C. F. ne se sentent de responsabilités que du côté des capitalistes. Pas de responsabilité envers leur million d'adhérents, pas de responsabilité envers leurs cinq millions d'électeurs, pas de responsabilité envers les prolétaires des villes et des champs qui ont mis en eux leur espoir d'en finir avec la misère et l'exploitation capitaliste.

Les affirmations de « L'Humanité » sont rigoureusement conformes à la réalité. Depuis le pacte Laval-Staline (1935) les chefs du P. C. F. se sont définitivement rangés dans le camp des

défenseurs de l'ordre. La thèse de la propagande hitlérienne présentant le stalinisme comme un danger communiste et révolutionnaire n'a aucun crédit dans la bourgeoisie qui ne fait aux dirigeants stalinien français qu'un seul grief: « leur patriotisme russe » (« Le Monde » du 27 octobre). C'est-à-dire leur attachement à la bureaucratie soviétique. S'ils renoncèrent aux ministères des affaires étrangères, les chefs communistes français sont les bienvenus au gouvernement. Telle est la sentence du « Monde » qui a les idées larges!

Le futur gouvernement

3) Le troisième enseignement de cette note historique c'est que les chefs du P. C. F. n'envisagent pas d'autre solution qu'un gouvernement TRIPARTITE, c'est-à-dire la continuation de la collaboration ministérielle avec le M. R. P., parti du sabre et du goupillon dénoncé cent fois par « L'Humanité ».

Toutes nos prévisions se sont vérifiées. Socialistes et Communistes disposent dans le pays, et à la Chambre d'une forte majorité. LE PEUPLE LEUR DONNE LE POUVOIR. Et qu'en font-ils? Ils s'approprient à le PARTAGER (avant de le lui céder complètement), avec le parti de la réaction cléricale, avec le parti unique de la classe ennemie. Le M. R. P. n'a-t-il pas suffisamment fait la preuve pendant 1 an de gouvernement provisoire, qu'il

est prêt à tout pour empêcher les nationalisations, l'épuration, le relèvement des salaires et l'échelle mobile?

Le seul gouvernement possible pour appliquer les mesures clairement exigées par les masses est un gouvernement de Front Unique des socialistes, des communistes français et de la C. G. T.

Fièvreusement les uns et les autres, de André Philipp à André Marty, écartent cette hypothèse. Et « Franc-Tireur » signale malicieusement l'étrange panique qui s'empare d'eux après leur triomphe électoral. La raison? Le peuple de France leur a dit: prenez le pouvoir, TOUT LE POUVOIR, rompez la coalition avec De Gaulle et le M. R. P., agents des trusts. Et ils se refusent à rompre la coalition, ils s'accrochent désespérément aux représentants des trusts, ils ont peur d'appliquer leur propre programme. ILS ONT PEUR DU PEUPLE!

P. S. — De très nombreux militants communistes français (et parmi les meilleurs!) croient encore à une « tactique ». Nous ne leur demandons pas de croire « la Vérité » sur parole, ni même « l'Humanité » quand il lui arrive de dire la vérité. Mais nous demandons aux camarades du P.C.F. qui recouvreraient nos inscriptions nulaires « Gouvernement P.S., P.C.F., C.G.T. », en ne laissant subsister que « Gouvernement P.C.F.-C.G.T. », s'ils s'attendaient à la formation d'un Gouvernement « De Gaulle M.R.P.-P.S.-P.C.F. »!!!

4.000 travailleurs

réunis à l'appel du P. C. I. dans divers préaux d'école du 5^e, du 6^e, du 13^e, du 14^e et du 15^e arrondissement de Paris ont voté les motions suivantes :

Pour la parution légale immédiate de La Vérité et d'autres journaux prolétariens interdits (La Libertaire, Lutte de classes, etc.). Unanimité moins 20 voix;

Pour la rupture de la coalition des partis ouvriers et la constitution d'un gouvernement Socialiste-Communiste-C. G. T. sans De Gaulle. Unanimité moins 10 voix et 20 abstentions.

Il est à noter que de très nombreux auditeurs étaient membres du P. C. F.!

UN FAIT NOUVEAU :

10.817 travailleurs votent pour le parti révolutionnaire

1^{er} SECTEUR DE PARIS : 8.113 — ISÈRE : 2.704

LES élections ont révélé un fait nouveau du plus grand intérêt : l'existence d'un courant révolutionnaire encore inapparent mais puissant et d'une haute conscience. Deux sondages faits — deux points très éloignés du pays — ont révélé la force jaillissante de ce torrent souterrain. De par le scrutin antidémocratique et censitaire nous n'avons pu présenter que deux listes.

A Paris, dans le 1^{er} Secteur, nous avons obtenu :

5 ^e arrondissement	929 voix
6 ^e arrondissement	686 voix
7 ^e arrondissement	573 voix
13 ^e arrondissement	1.783 voix
14 ^e arrondissement	1.625 voix
15 ^e arrondissement	2.517 voix

Soit... 8.113 voix

Ces chiffres constituent un résultat remarquable pour les arrondissements prolétariens, surtout si l'on tient compte des énormes difficultés que nous avons rencontrées :

- difficultés de recueillir les 200.000 francs exigés par le gouvernement, qui fait commencer notre campagne avec un retard considérable;
- que notre parti sort à peine de 6 années d'illégalité, se présente pour la première fois aux élections et ne peut s'exprimer que dans un bulletin intérieur;
- du sabotage gouvernemental qui a empêché l'envoi de notre première circulaire;
- que dans le XIII^e la quasi-totalité des électeurs n'a reçu aucune circulaire ni bulletin de vote, que cela s'est produit — en moindre proportion — dans les autres arrondissements;
- de la lacération systématique de nos affiches tant par les fascistes que par les équipes spéciales du P. C. F.;
- du sabotage systématique de nos réunions dans le 14^e et le 13^e par des équipes spéciales au service des stalinien;
- des torrents de calomnies déversées contre notre parti par le parti français le plus puissant, disposant de moyens énormes pour propager ses mensonges et s'appuyant sur l'appareil d'état auquel il collabore;

- de l'esprit même dans lequel nous avons entrepris cette campagne où nous n'appellions pas seulement à voter, mais à s'engager dans la lutte avec nous pour notre programme;
- de l'atmosphère défaitiste dont les journaux bourgeois ont à dessein entouré notre candidature;
- de l'idée très répandue chez les travailleurs d'accord avec notre programme qu'en votant P.C.I. ils n'avaient aucune chance de faire élire un trotskyste et par conséquent il valait mieux voter P.C.F. ou S.F.I.O. pour empêcher un candidat réactionnaire de passer.

Dans ces conditions on peut considérer que les 8.113 voix sont un résultat remarquable. Remarquable parce qu'il n'est qu'un aperçu des larges sympathies que nous avons acquises dans la classe ouvrière. Il est remarquable de constater par exemple que dans le bureau de votre de la rue Küss dont dépend une cité ouvrière où logent des ouvriers de chez Gnôme et Rhône (nous n'avons pu faire de réunions dans ce coin) il y a 50 voix trotskystes contre 400 stalinien. Nous sommes infiniment plus tranquilles sur les changements de rapport de forces que ne peut l'être le P. C. F.!

Il est clair que, dans huit mois, si nos camarades de ces rayons savent « capitaliser », si nous nous préparons sérieusement aux prochaines luttes, le 1^{er} Secteur aura au moins un député trotskyste. Et sans doute ne sera-t-il pas le seul.

Car une autre expérience est non moins encourageante. C'est celle de l'Isère. Là-bas nos camarades ont obtenu 2.704 voix.

A La Mure 104 contre 400 (environ) aux Communistes Français.

A Vienne, 80.

A Grenoble, 364 (ce qui est relativement plus faible); etc...

De plus, notons que la liste Farge (liste résistante très gauchiste) nous a certainement enlevé plusieurs milliers de voix.

Le suffrage censitaire ne nous a permis de faire que deux « sondages ». Mais il est clair que des centaines de milliers d'ouvriers se rangent dès à présent avec nous. Nous savons la valeur de ceux qui choisissent dès maintenant. Et c'est une garantie certaine que dans les luttes proches, la classe ouvrière saura retrouver la voie de son émancipation. C'est la garantie que le Parti Communiste Internationaliste sera la direction révolutionnaire de demain. Le devoir de tous les camarades qui ont compris la nécessité de cette lutte est de rejoindre ses rangs pour construire le grand parti Révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour la mener à la victoire.

En avant pour la construction d'un puissant Parti Communiste Internationaliste!

La calomnie, tactique stalinienne

PERSONNE ne sera surpris d'apprendre que les chefs communistes français ont utilisé la calomnie contre nos candidats du 1^{er} secteur de Paris. Les ordres venus du Comité Central étaient certes contradictoires mais tous animés de la même volonté farouche d'étouffer la voix du parti révolutionnaire.

La tactique primitive était de nous ignorer: interdiction aux membres du P. C. F. de nous porter la contradiction. Ceux qui passaient outre étaient au besoin désavoués.

Mais l'affluence de travailleurs à nos réunions (partout les préaux d'école étaient comblés) obligèrent les chefs communistes français à changer de tactique: les militants du P. C. F. étaient convoqués et la directive était d'empêcher les orateurs trotskystes de parler. Dans ce but un petit ré-

pertoire de calomnies fut mis en circulation hâtivement: « agents de la Gestapo », citation d'une certaine « Carmagnole de Puteaux » (qui n'a jamais existé!), responsables de la grève de Limoges, saboteurs à l'usine Gnôme et Rhône où « les trotskystes » mettent de la limaille dans les engrenages (mais on ne les a pas accusés de mettre de l'eau dans le gaz, ni de la friture dans le téléphone!). Accusations stupides, jamais étayées de l'ombre d'une preuve, d'un fait, d'un nom ou d'une date. Mais le but était simplement de créer la perturbation. Cette deuxième expérience s'avéra encore plus désastreuse pour les chefs stalinien. L'obstruction systématique, le refus de justifier les calomnies, la dérobade devant la discussion politique ouvrirent les yeux des travailleurs sans partis, des so-

cialistes et aussi de la plupart des ouvriers du P. C. F. Si dans quelques cas une poignée de provocateurs, — dont le sieur Ferrand, infâme calomniateur de nos camarades déportés, — réussirent à déclancher la bagarre, ils ne purent empêcher qu'au milieu des coups de poing la vérité ne se fasse jour et que les militants communistes sincères (c'est-à-dire la majorité) ne prennent conscience de la justesse de nos mots d'ordre, de la trahison de leurs dirigeants et de la nécessité de construire le nouveau parti révolutionnaire.

C'est alors que fut inaugurée la troisième tactique, directement inspirée des nazis et des gangsters de Chicago. Renonçant à faire intervenir des ouvriers accessibles à la discussion politique et animés de leur conscience de classe, les « chefs » passèrent accords avec la police et envoyèrent des équipes spéciales, formées de tueurs du type S. S., entraînés à la manœuvre du groupe de combat, qui se jetaient à dix sur les trotskystes qu'ils arrivaient à isoler.

(Suite page 4.)

NOTRE ANNIVERSAIRE

OCTOBRE ROUGE !

En 7 mois *174 28 ans...* les bolchéviks forgent un grand parti, prennent le pouvoir ébranlent le monde capitaliste



LES CALOMNIES... LA REPRESSION

EN février 1917 les ouvriers ont chassé le Tzar. Sur l'immense territoire russe les ouvriers, les paysans et les soldats ont élu leurs comités (Soviets). Mais la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir central. C'est d'abord un gouvernement à majorité de CADETS (qui tout comme Schumann et notre M. R. P. disaient avoir le cœur « à gauche »), puis sous la pression des masses travailleuses, c'est un gouvernement d'« unité nationale » présidé par Kerensky où les 2 grands partis MENCHEVICKS (socialistes) et SOCIALISTES RÉVOLUTIONNAIRES ont la majorité mais font de la collaboration ministérielle avec les agents de la bourgeoisie qui disposent des postes décisifs (affaires étrangères, économie, etc...).

Dans les soviets également, menchevicks et socialistes-révolutionnaires détiennent la majorité. Ce qui n'empêche pas que dès le début un conflit va opposer en permanence les 2 pouvoirs: d'une part les soviets soutenus et directement contrôlés par les masses, d'autre part le gouvernement défenseur de l'état bourgeois, de la propriété capitaliste, de l'administration héritée des tzars, de tout le vieux fatras.

Pendant 1 mois le parti bolchevik hésite et n'a pas une attitude d'opposition franche au gouvernement. LENINE, encore en Suisse, proteste et envoie résolution sur résolution au Comité Central. Malgré cela la direction STALINE-KAMENEV continue sa politique de confusion. Trotsky, dans son exil d'Amérique, se prononce de son côté contre toute coalition avec les partis bourgeois, contre toute collaboration ministérielle.

Les bolchéviks sont alors une petite secte sans importance, suivant l'opinion de tous leurs adversaires. Comment expliquer ce phénomène extraordinaire qui fit d'une petite secte le puissant parti bolchevik qui prenait le pouvoir sept mois plus tard!

L'INTERNATIONALISME

Dès le déclenchement de la première guerre impérialiste, alors que tous les partis socialistes se voutraient dans l'Union Sacrée avec la bourgeoisie, les bolchéviks étaient restés fidèles à l'Internationalisme. C'est Lénine et Trotsky (lequel n'était pas formellement membre du Parti) qui avaient été à l'origine des conférences de Zimmerwald et de Kienthal, ralliement des Internationalistes de tous les pays. C'est à Kienthal que l'on avait jeté les bases de la III^e Internationale (notre camarade Raffin-Dugens, qui vient de rallier la IV^e Internationale, représentait les internationalistes français).

Les bolchéviks étaient donc les seuls qui puissent se réclamer sur ce point d'un programme clair pouvant satisfaire les soldats révoltés. Restés partisans du « défaitisme révolutionnaire », ils voyaient enfin la possibilité d'appli-

quer leur mot d'ordre « de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Mais encore fallait-il trouver le chemin qui permettrait à cette insurrection de devenir une Révolution victorieuse. Dans l'histoire du Mouvement ouvrier, il y avait eu jusqu'alors autant de défaites que d'insurrection. Quel événement nouveau, quel « miracle » allait permettre aux bolchéviks de prendre la tête de l'insurrection et de la mener victorieusement.

LE « MIRACLE » DES THESEES D'AVRIL

Les masses sont en marche. Elles avancent confusément. Confusément, les partis politiques (y compris les bolchéviks) sont à la remorque des événements. Kerensky s'efforce de remettre le pouvoir dans les mains de la bourgeoisie (parti Cadet, le M. R. P. de l'époque). Il en explique les raisons et tous les soi-disant « socialistes » sont d'accord avec lui. L'heure du socialisme n'est pas encore venue. La Russie est un pays arriéré. Renverser le tsarisme, d'accord! Mais on ne peut, pour le moment, que favoriser la démocratie... bourgeoise! Il faut partager le pouvoir avec les petits bourgeois. Plus tard seulement on pourra, en profitant de la « démocratie », marcher vers le socialisme. En attendant il faut continuer la guerre, « aux côtés des Alliés ».

Un tel programme qui ne se prononce clairement que sur un point: continuation de la guerre impérialiste, ne peut satisfaire les masses. Cependant les bolchéviks eux-mêmes manquent de perspective...

Mais tel le pavé dans la mare aux grenouilles, Lénine arrive. Et Lénine arrive avec un programme. Reçu à la gare avec des fleurs et des fanfares, il répond par une déclaration de guerre: il faut rompre la coalition avec la bourgeoisie et avec TOUS les partis qui sont à la remorque de la bourgeoisie. Il faut mobiliser la classe ouvrière, les soldats, les paysans en réclamant LA PAIX IMMEDIATE SANS ANNEXION NI INDEMNITES. Par

par Marcel BAUFRERE

dessus les gouvernements impérialistes, il faut faire un appel aux travailleurs du monde. Il faut chasser du gouvernement tous les ministres capitalistes. Il faut réclamer le partage des terres pour sceller l'union des paysans et des ouvriers. Il faut dresser contre le pouvoir de la bourgeoisie celui des Comités de soldats, d'ouvriers, de paysans (même s'ils sont en majorité menchevicks). TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS! Il faut organiser les gardes rouges pour opposer les Milices ouvrières à l'Etat-Major de la Bourgeoisie. Tous ceux qui ne comprennent pas cela sont des incapables ou des traîtres.

Cette position de Lénine (connue sous le nom de Thèses d'Avril) jette la consternation dans tous les milieux, y compris chez les membres du Comité Central Bolchévik. Mais, par contre, ces paroles suscitent l'enthousiasme chez les ouvriers. Le premier, le rayon bolchévik de Viborg (quartier ouvrier de Pétrograd) donne son adhésion à la politique de Lénine. C'est une première victoire. Bientôt Lénine s'assurera une majorité écrasante dans le

parti bolchévik. Et bientôt le prolétariat apportera son adhésion enthousiaste au seul parti qui lui offre des perspectives claires. Sans doute, et il faut le souligner, le Parti Bolchévik avait su, en pleine révolution, respecter les principes de la démocratie prolétarienne, ce qui permit l'offensive et la victoire de Lénine.

LA REVOLUTION « DEMOCRATIQUE »

En réponse à leurs adversaires, Lénine et Trotsky démontrent que l'Histoire n'est pas une simple répétition des événements. Oui, en Angleterre, en France, c'est la bourgeoisie qui a abattu le féodalisme et instauré la démocratie. Mais la bourgeoisie russe a failli à cette tâche. Elle est maintenant INCAPABLE d'en assumer les responsabilités. Donner le pouvoir à la bourgeoisie, c'est assurer le triomphe d'une dictature militaire avec le retour à plus ou moins brève échéance du tsarisme. Seule la classe ouvrière peut accomplir elle-même la Révolution démocratique et créer les conditions possibles à l'avènement du socialisme. Ainsi les théories de la « Révolution permanente » s'affrontent avec celles des empiristes réformistes. Et Lénine, dans l'action, se déclare en parfait accord avec les thèses de Trotsky.

“Les germes d'une troisième guerre”

L'OFFENSIVE DIPLOMATIQUE ANTI-SOVIETIQUE

par Jean MARCOUX

UNE tension extrême règne entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne d'une part et l'U. R. S. S. de l'autre. La Conférence de Londres s'est terminée le 21 septembre, après trois semaines de marchandages et de vives protestations de « unité », par un lamentable fiasco. Convoquée pour jeter soi-disant « les jalons de la paix » la Conférence s'est séparée sans pouvoir prendre la moindre décision. Depuis lors, la pression des impérialismes américain et anglais à l'égard de l'URSS n'a fait que s'intensifier: du chantage économique, aux intrigues politiques dans les pays occupés par l'Armée Rouge, et aux notes diplomatiques impératives, tant la partition savamment orchestrée par Wall Street et la City a été mise à contribution.

Le prétexte de la campagne c'est la question de la « démocratie » dans les pays occupés par l'Armée Rouge; le but réel, c'est la mise en question de l'existence et de la continuation du régime soviétique lui-même.

La « zone de sécurité soviétique »

Un des premiers objectifs de la diplomatie anglo-américaine, auquel elle s'était attelée bien avant Londres, fut de pratiquer une série de brèches dans la zone dite de « sécurité soviétique ». Or, la bureaucratie stalinienne axe toute la stratégie de la défense de l'URSS sur la formation et le contrôle d'une « ceinture de sécurité » (Finlande, Pologne, une partie de l'Allemagne et de l'Autriche, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Yougoslavie et Bulgarie en Europe, — nord de l'Iran en Moyen Orient, — parties de la Mongolie, Mandchourie, Corée et les Kourils en Extrême-Orient).

Tout en maintenant le régime capitaliste, la bureaucratie stalinienne a propulsé des larges nationalisations facilitant ainsi son contrôle sur l'ensemble de l'appareil économique, et s'est employée non seulement à éliminer le plus possible d'éléments politiquement ou économiquement à la solde des impérialismes américain et anglais, mais encore à fermer ces marchés à la pénétration économique étrangère.

Washington et Londres essayèrent plusieurs manœuvres pour briser la prédominance de l'URSS dans la « zone de sécurité ». Tout d'abord ils s'efforcèrent de remettre en place leurs instruments politiques en acceptant comme en Pologne et en Yougoslavie notamment, de reconnaître les gouvernements qui y ont été installés par l'URSS, à condition que ces gouvernements soient élargis à des éléments « favorables » aux impérialismes anglais et américains. C'est ainsi que furent constitués

les gouvernements O. Marawski-Mycolayczyk en Pologne, et Tito-Soubasitch en Yougoslavie. (Mycolayczyk et Souzasitch sont les poulains et les anciens hôtes de Londres). Cette tactique s'avéra peu profitable pour la City et Wall-Street, car leurs agents, tout en ayant des places de commande furent pratiquement paralysés par la présence des forces militaires soviétiques dans la « ceinture de sécurité ».

La rupture des coalitions après l'échec de Londres

La deuxième phase commença autour du tapis vert de Londres. La discussion « amicale » se termina par une rupture.

Comme par miracle, au même moment, les pactes réalisés au sujet de la Pologne et de la Yougoslavie furent remis en discussion: Mycolay-

zyk, Soubasitch, passent dans l'opposition.

Les petits valets ayant avancé au commandement sur de nouvelles positions, les patrons de Wall Street se décident d'employer les grands moyens. Le 11 octobre, le groupe des membres du Congrès américain avec en tête William Colman, président de la Commission économique de la Chambre, retour d'une inspection en Europe, « préconise » de différer les prêts à accorder par les Etats-Unis à l'URSS jusqu'à:

1° L'adoption par l'URSS d'une politique de la porte ouverte donnant aux étrangers (lisez aux impérialistes) libre accès à ces territoires. 2° A la concession de garanties en ce qui concerne la production d'armements. 3° A la publication par l'URSS des chiffres exacts sur sa production. 4° Au retrait des troupes soviétiques des territoires occupés.

Ainsi la condition de la « porte ouverte » n'est pas posée seulement en ce qui concerne la « zone de sécurité », mais en ce qui concerne l'URSS elle-même.

(Suite page 4.)

UNE SCÈNE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE

Les hommes changent... les calomnies se répètent

Camarade communiste français, à qui l'on fait répéter les calomnies infâmes sur les trotskystes et que l'on envoie casser la gueule, « au nom de la population du XIII^e arrondissement », aux communistes internationalistes, cette page extraite des « 10 jours qui ébranlèrent le monde », t'est dédiée. Elle n'a pas été écrite pour les besoins de notre cause, mais est le récit de John Reed, journaliste communiste américain, dont le livre a été édité par le Bureau d'Éditions du Parti Communiste (S. F. I. C.) voici... vingt ans!

Et si tu peux trouver ce livre, peut-être te dira-t-on (car il est question de Trotsky à toutes les pages) que John Reed était trotskyste. Qui sait? Et peut-être Lénine aussi... puisque ce livre fut préfacé par Kroupskaïa, la compagne de Lénine, et par Lénine lui-même.

« A la sortie de la gare se tenaient deux soldats, baïonnette au canon, qu'une centaine de commerçants, de fonctionnaires et d'étudiants criblaient d'insultes et apostrophaient avec violence. Ils se sentaient mal à l'aise et humiliés, comme des enfants injustement grondés. Un grand jeune homme, de mine arrogante, qui portait l'uniforme d'étudiant, menait l'attaque: »

— Vous comprenez, je suppose, disait-il sur un ton insolent, qu'en prenant les armes contre vos frères, vous vous faites les instruments d'assassins et de traîtres.

— Ce n'est pas ainsi, frère, répondit le soldat avec sérieux, vous ne comprenez pas. Il y a deux classes, le prolétariat et la bourgeoisie. Nous...

— Oh! je connais cette rengaine! interrompit l'étudiant. Vous autres, paysans ignorants, il suffit que vous entendiez brailier quelques phrases toutes faites. Aussitôt, sans avoir rien compris, vous vous mettez à les répéter comme des perroquets.

La foule éclata de rire.

— Moi, je suis étudiant, marxiste. Et bien, je vous dis que ce n'est pas pour le socialisme que vous vous battez, mais pour l'anarchie, au profit de l'Allemagne!

— Oh! je sais bien, reprit le soldat, la sueur dégoutant de son front, vous êtes un

homme instruit, ça se voit; moi, je ne suis qu'un ignorant. Mais il me semble...

— Vous crovez, sans doute, interrompit l'autre avec mépris, que Lénine est un véritable ami du prolétariat?

— Oui, je le crois, répondit le soldat, au martyre.

— Eh bien, mon ami, savez-vous que Lénine a traversé l'Allemagne dans un wagon plombé? Savez-vous que Lénine a reçu de l'argent des Allemands?

— Oh! je ne sais pas grand chose de tout cela, fit le soldat avec enlèvement, mais je trouve que ce qu'il a dit, c'est justement ce que j'ai besoin d'entendre et avec moi tous les gens simples de mon espèce. Voyez-vous, il y a deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat.

— Vous êtes fou, mon ami! Moi, j'ai passé deux ans à Schlüsselbourg pour mon action révolutionnaire, alors que vous, à cette époque, vous tiriez sur les révolutionnaires et chantiez: « Dieu garde le Tzar ». Je m'appelle Vassili Georgievitch Panine. N'avez-vous jamais entendu parler de moi?

— Je regrette, jamais, dit le soldat humblement. Mais je suis un ignorant. Vous êtes un grand héros, bien sûr.

— Certainement, dit l'étudiant avec conviction, et je combats les bolchéviks qui sont en train d'anéantir notre Russie, notre libre Révolution. Comment expliquez-vous cela?

Le soldat se gratta la tête.

— Je ne sais pas comment ça s'explique, dit-il, grimaçant sous l'effort imposé à son cerveau. A moi, tout me semble très clair, — il est vrai que je ne suis qu'un ignorant. Il me semble qu'il n'y a que deux classes, le prolétariat et la bourgeoisie...

— Vous revoilà avec votre stupide formule! cria l'étudiant.

— ...deux classes, continua le soldat, s'entêtant, et celui qui n'est pas avec l'une est avec l'autre... »

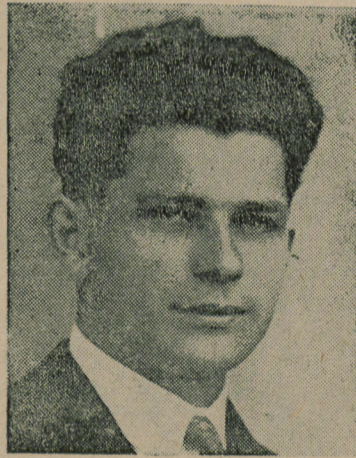
J. REED

(10 jours qui ébranlèrent le monde)

Bureau d'éditions, de diffusions et de Publicité, 132, fbg Saint-Denis, Paris.

CHATEAUBRIANT 21 Octobre 1941

Marc BOURHIS
Pierre GUEGUEN
morts pour le communisme



Marc BOURHIS, instituteur à Tréguière (Finistère) était un militant trotskyste, secrétaire du rayon trotskyste de Concarneau. Il avait été arrêté par le gouvernement bourgeois en 1940 pour sa propagande communiste et internationaliste contre la guerre. Hitler l'a gardé plus étroitement encore dans le camp de concentration de Chateaubriant. Pas un instant il n'a désespéré. Il est mort héroïquement en communiste et en internationaliste.

Pierre GUÉGUEN, maire communiste de Concarneau. En septembre 1939 il rompit avec le Parti Communiste Français rallié au pacte germano-russe après avoir pratiqué pendant des années une politique chauvine. Guéguen n'imita pas alors les Gitton et autres valets de la bourgeoisie. Il ne quitta pas le Parti Communiste Français pour combattre le Communisme. Il le quitta au contraire pour revenir au véritable communisme, à ce communisme de Lénine et de Trotsky, au communisme du drapeau rouge, au Communisme Internationaliste. Il apporta son adhésion sans réserve aux idées de la IV^e Internationale.

Immédiatement la bourgeoisie le fit arrêter. Elle n'osa pas lui faire un procès de peur que du tribunal il ne se serve comme d'une tribune pour en appeler aux travailleurs. On l'étouffa, avec tant d'autres, dans un camp de concentration.

Ta seule oraison camarade, Vengeance, vengeance pour toi!

